

Des milliers de manifestants contre le gaz de schiste

NANT - Des milliers de manifestants se sont rassemblés ce week-end en France pour dire leur opposition à l'exploitation du gaz de schiste et maintenir la pression sur le gouvernement de Nicolas Sarkozy, malgré ses récentes reculades.

Le plus grand rassemblement a réuni entre 5 000 (selon la gendarmerie) et 8 000 personnes (selon les organisateurs) dimanche à Nant, sur les contreforts du plateau du Larzac (sud), venus dire «Non au gaz de schiste, ni ici, ni ailleurs» dans une ambiance festive et familiale, a constaté un journaliste de l'AFP.



Plusieurs milliers de personnes manifestaient ©AFP

A Cahors (sud-ouest), le même mot d'ordre a réuni entre 3 200 et 5 000 personnes dimanche. Vendredi et samedi, plusieurs autres rassemblements avaient eu lieu en région parisienne, dans le sud et l'est du pays.

«Cette journée de mobilisation est en train de (...) changer la donne», a déclaré l'écologiste français et député européen José Bové à la foule d'éleveurs de brebis, de défenseurs de l'environnement et d'altermondialistes réunis à Nant, dans une région connue pour son agriculture labellisée.

Le message de «lutte» de ce week-end était le suivant: les permis d'exploration délivrés doivent être abrogés et la récente reculade du gouvernement n'entamera pas la mobilisation.

L'exploitation du gaz et de l'huile de schiste par fracturation hydraulique, à l'aide de l'injection de grandes quantités d'eau et de produits chimiques dans les sous-sols, est dénoncée par les écologistes comme particulièrement nocive pour les nappes phréatiques.

Face au vent de fronde qui s'est levé au cours des derniers mois, le Premier ministre François Fillon a annoncé mercredi l'annulation des permis déjà accordés. Il a laissé la porte ouverte à une exploitation future des gisements, avec d'autres techniques.

Dans les faits, la France semble près d'interdire l'exploration et l'exploitation des gaz et des huiles de schiste. L'examen, selon la procédure d'urgence, d'une proposition de loi en ce sens est prévu le 10 mai au parlement.

José Bové a appelé à aller manifester en mai devant l'Assemblée nationale pour faire en sorte que les élus «tiennent promesse». La loi devra être «sans aucune ambiguïté» et stipuler clairement le rejet des techniques d'exploration par fracturation hydraulique, a-t-il dit.